

APPEL DES 40 PERSONNELS REUNIS A LA REUNION INCLUSION SYSTEMATIQUE A L'INITIATIVE DE LA FNEC FP-FO 49 :

Les 40 personnels réunis à l'initiative de la FNEC FP-FO 49 dans le cadre de la préparation de la Conférence nationale du 17 novembre considèrent que la situation de maltraitance des élèves et des personnels confrontés à l'inclusion systématique et au manque de soins ne peut plus durer !

Ils ont pris connaissance des annonces du président Macron lors de la Conférence Nationale Handicap.

A ces mesures, ils opposent les revendications suivantes :

- le maintien et le développement des établissements médico-sociaux
- l'arrêt de la culpabilisation des personnels pour lesquels l'administration laisse entendre que les compétences professionnelles sont insuffisantes : la pédagogie ne peut en aucun cas se substituer aux soins !
- l'abandon de tout protocole qui dédouane l'administration de ses responsabilités et laisse les collègues en souffrance,
- l'arrêt de l'accompagnement obligatoire des personnels confrontés au chaos de l'école inclusive,
- l'ouverture de places en classes spécialisées (ESMS, ULIS) et adaptées (SEGPA),
- le recrutement d'enseignants spécialisés (RASED, ULIS, SEGPA, ESMS) avec le maintien des missions de prise en charge des élèves
- l'abandon des PIAL et des futurs PAS,
- un vrai statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH,

Ils décident de s'adresser aux autres organisations syndicales représentatives du département et aux associations de parents d'élèves afin qu'ils portent ces revendications en commun à tous les niveaux.

Ils invitent les collègues à se saisir de la pétition jointe à ce courrier « Inclusion Scolaire systématique, il faut les arrêter ! » présente sur les réseaux sociaux ([voir ici](#)) avec plus de 7 000 signatures et à la faire signer largement. Ils invitent les collègues dans les réunions syndicales et dans les écoles et établissements à soutenir ce mandat.

Ils mandatent trois délégués qui participeront à la conférence nationale pour y porter ces revendications et proposer à la discussion qu'une initiative d'ampleur nationale soit décidée si possible dans l'unité, à savoir une journée de grève et un rassemblement à Paris pour aller porter les revendications auprès du ministre.



